

***Ouverture de la session spéciale consacrée à la Mission  
d'information et d'évaluation des politiques publiques  
d'accompagnement aux transitions agricoles***

Vendredi 7 juillet 2023

**Sophie BORDERIE**

Présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne

Mes chers collègues,

Je vous souhaite la bienvenue au sein de cette Assemblée Départementale, pour cette session spécialement dédiée à la présentation du rapport de la Mission d'information et d'évaluation des politiques publiques d'accompagnement aux transitions agricoles. Dédier une session publique de notre Assemblée au seul sujet des transitions agricoles, c'est le signe de l'importance et de la solennité que nous avons souhaité donner à cette présentation. Elle posera les bases d'une future politique publique qui intéresse en effet tous les Lot-et-Garonnais.

Nul ne peut plus l'ignorer, le changement climatique est le plus grand défi du XXI<sup>e</sup> siècle. La COP21 qui s'est tenue à Paris fin 2015, a marqué le début d'une prise de conscience planétaire, avec un accord historique qui fixe un cadre global en matière de coopération pour lutter contre le réchauffement climatique.

Huit ans plus tard, le GIEC qui publiait au mois de mars 2023 la synthèse de ses travaux sur la période, entretient l'espoir ténu qu'il reste une chance de limiter le réchauffement à 1,5 °C, à condition d'un sursaut international et d'une mobilisation générale.

Les activités humaines bouleversent le climat à un rythme et avec une ampleur sans précédent depuis des millénaires, voire des centaines de milliers d'années, entraînant des impacts toujours plus ravageurs, généralisés et désormais souvent irréversibles. Alors que les vies de milliards de personnes sont déjà affectées, la poursuite des émissions de gaz à effet de serre va renforcer les menaces sur la production alimentaire, l'approvisionnement en eau, la santé humaine, les économies nationales et la survie d'une grande partie du monde naturel.

Les conséquences du changement climatique se reflètent tant dans notre vie quotidienne que dans notre agriculture. La crise sanitaire survenue en 2020 a changé nos vies. Plus récemment, la guerre en Ukraine a montré combien il était important de garantir notre capacité à nous nourrir.

Parallèlement, les chiffres de la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, donnent le vertige : avant 2050, il faudra doubler la production agricole pour nourrir la population de la planète, soit produire un milliard de tonnes de céréales de plus par an.

Or, les évolutions climatiques graduelles, je pense par exemple à l'augmentation des températures, aux modifications de la pluviométrie, ont déjà un impact sur la disponibilité des ressources en eau, les cycles biologiques, les organismes nuisibles, les maladies et les sols, et risquent ainsi d'influer sur les rendements agricoles de manière négative,

Dans ce contexte, l'agriculture, qui fait la fierté de notre département, va nécessairement devoir s'adapter. Nous sommes dans un moment où nous devons repenser, innover, accompagner nos systèmes de production et poursuivre résolument les transitions rendues nécessaires pour l'avenir de notre monde agricole.

Le Lot-et-Garonne est une terre agricole. Son avenir est étroitement lié à sa capacité à relever les défis liés à ces bouleversements. Nombre d'agriculteurs ont déjà spontanément adopté des pratiques compatibles avec des conditions climatiques variables. La mobilisation est en marche. Les exemples en sont nombreux dans notre département.

Cette transition de notre modèle agricole, il nous appartient collectivement de la penser, de la planifier et de la réussir, afin de préserver nos capacités de production, d'assurer la pérennité de nos filières et de garantir la souveraineté alimentaire de notre pays et de notre continent.

C'est précisément l'objet de la Mission d'information et d'évaluation des politiques publiques d'accompagnement aux transitions agricoles dont nous avons souhaité la mise en place.

Les travaux de cette Mission d'information, nous avons voulu les dépassionner, pour que chacun des acteurs concernés puisse sortir des postures qui parfois entravent la compréhension mutuelle. Mais nous avons également souhaité qu'ils soient guidés par la lucidité de prendre les décisions que la situation impose, d'anticiper ses évolutions, en ayant toujours la volonté de les accompagner pour les rendre acceptables, c'est-à-dire finalement possibles.

Nous avons poursuivi, enfin, l'objectif de faire émerger le consensus le plus large possible pour réussir l'adaptation et réconcilier tous les acteurs de la chaîne alimentaire. C'est pourquoi cette Mission d'information s'est attachée à consulter l'ensemble des parties prenantes intéressées à ces sujets, au premier rang desquels les acteurs du monde agricole. Je les remercie chaleureusement de leur participation à ces travaux. Je remercie enfin, les partenaires institutionnels du Département, sans l'appui desquels une politique publique globale et cohérente en la matière ne serait pas envisageable.

Je ne serai pas plus longue et cède la parole à mon collègue Joël Hocquelet avant l'intervention de Jean-François Berthoumieu, climatologue agenais qui nous permettra de mieux appréhender le contexte et les enjeux de notre session. Monsieur Patrick Grizou, Président de la coopérative Terres du Sud, interviendra également en fin de présentation pour éclairer nos débats.

Merci de votre écoute.